

# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

Mars 2009 - numéro spécial

édito de Michaël AURORA

Premier Secrétaire Fédéral



## Sommaire

### Editorial du Premier Secrétaire Fédéral

Six rendez-vous pour présenter le contre plan de relance

p. 1

### Promotion du contre plan de relance

Protéger les salariés et développer l'emploi  
Relancer immédiatement et durablement l'investissement

p. 2

La relance passe par les collectivités locales  
L'emploi public : bouc émissaire du libéralisme !

p. 3

### Actualités

Quelques brèves  
Les six réunions départementales

p. 4

Les Français souffrent. La crise que nous traversons est sans précédent. Lentement, insidieusement, ou brutalement, elle frappe. Les premiers dégâts se concentrent comme toujours sur les plus fragiles d'entre nous. Mais bientôt tout le pays sera touché. Il s'agit en effet d'une crise de système, dont l'une des causes profondes est l'accroissement des inégalités, des bas salaires et de la précarité.

Face à cela, le plan de Nicolas Sarkozy est totalement insuffisant et déséquilibré en ne proposant rien pour le pouvoir d'achat et la consommation. Le chef de l'Etat multiplie les « mesurette », tout en saturant les écrans de télévision par des discours lénifiants.

Nous sommes profondément inquiets de voir que notre pays est devenu l'un des seuls en Europe à ne pas avoir un plan de relance adapté à la situation. C'est la raison pour laquelle les socialistes ont jugé qu'il était de leur devoir de faire des propositions, de dire ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir.

Le plan de relance socialiste propose des actions à effet rapide car il y a

urgence, et massif (50 milliards d'euros) car la crise est profonde. Nous proposons un plan qui marche sur ses deux jambes (24 milliards de soutien à la consommation avec une aide immédiate et 26 milliards sur l'investissement).

Nous savons que nous ne réglerons pas, avec ce plan, les problèmes fondamentaux et de structure du système actuel. Mais nous avons là un plan de nature, si nous sommes suivis par le gouvernement, à sortir la France de l'ornière. Pour nous, cette première étape, en appelle une seconde bien plus essentielle, sans laquelle rien n'est réglé : le système doit être totalement repensé.

En attendant, les socialistes gersois vont défendre ces mesures dans le département à travers 6 réunions de débat. Six dates pour donner corps au plan de relance socialiste. Après Riscle, Fleurance, L'Isle-Jourdain, Eauze et Villecomtal, nous aurons le plaisir d'accueillir lors d'un ultime rendez-vous Liem HOANG NGOC, Secrétaire National Adjoint du Parti socialiste chargé de l'Economie, à l'IUT d'Auch.

## A retenir

Lundi 20 avril 2009 à 20 h 30  
à l'I.U.T d'AUCH  
Conférence avec l'économiste  
Liem HOANG NGOC





## Protéger les salariés et développer l'emploi.

**Baisse du recours aux heures supplémentaires, chômage partiel, plans de restructuration, la réplique sociale à la crise économique devient progressivement une réalité dans le monde du travail.**

En janvier, ce sont près de 90000 chômeurs supplémentaires qui ont été enregistrés. A ce rythme là, le taux de chômage pourrait franchir la barre symbolique des 10% dès le courant de l'année. Le Gers n'est pas épargné, en 2008 le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 13,4%. Ces chiffres attestent de la gravité de la situation face à laquelle les mesures du gouvernement sont inefficaces.

Face à l'ampleur de l'enjeu, il est encore temps d'enrayer ce cycle infernal par des mesures d'urgences censées protéger les salariés et développer l'emploi. La catastrophe sociale qui s'annonce nous impose de renouer avec une politique de croissance et d'emploi dont la France est privée depuis 2002. Le contre plan des socialistes propose un changement de cap radical à partir de mesures concertées et à la portée immédiate.

L'ampleur de la crise justifie la mise en place de dispositifs protégeant chaque salarié. Pour éviter les licenciements abusifs, il convient de créer à titre exceptionnel un système de chômage partiel prolongé avec l'avis conforme du comité d'entreprise. L'indemnisation des salariés serait automatiquement relevée pendant 18 mois à hauteur de 80% du salaire. Enfin, chaque entreprise distribuant des bénéfices mais ayant recours à des licenciements économiques rembourserait au préalable les aides publiques perçues.

**Cédric BALECH**  
Secrétaire Fédéral aux sections

### mesures phares pour l'emploi

- Gel immédiat de toutes les suppressions de postes dans la fonction publique.
- Forte dissuasion financière de recourir aux licenciements pour les entreprises bénéficiaires.
- 100 000 emplois aidés supplémentaires dans le domaine de l'environnement et dans le secteur associatif

## Relancer immédiatement et durablement l'investissement.

**Le contre-plan du Parti Socialiste propose de nombreuses mesures pour sortir la France de la crise. Il repose à la fois sur la relance par l'investissement et sur la consommation oubliée par le plan « Sarkozy ». Il ne s'agit plus aujourd'hui de « travailler plus pour gagner plus » mais simplement espérer pouvoir travailler.**

Notre contre-plan prévoit de « relancer immédiatement et durablement l'investissement » ; c'est-à-dire prendre en compte l'investissement à long terme et à court terme, dans le public comme dans le privé.

Parmi les investissements publics prévus, l'hôpital et l'université font partie des priorités afin de maintenir l'accès généralisé aux soins et à l'éducation. Ces investissements permettraient de relancer la croissance, en évitant la suppression de 30 000 emplois dans la fonction publique et en offrant des chantiers aux entreprises privées, tout en préparant l'avenir.

Pour le secteur privé il est prévu la construction de 300 000 logements sociaux, ainsi qu'un plan de rénovation écologique et d'isolation des logements. Le secteur de l'automobile se verrait attribuer des fonds permettant d'éviter des faillites et de maintenir l'emploi. Des mesures devraient également être prises pour leur faciliter l'accès au crédit et aux investissements, dans l'objectif de préparer les véhicules propres de demain.

Concernant les PME-PMI, l'accès aux crédits devrait être facilité et le crédit d'impôt recherche développé. De plus, des Pôles Publics d'Investissement Industriel auraient pour mission de soutenir le tissu économique à l'échelon régional, pour répondre au mieux aux attentes des entreprises.

Pour enrayer au plus vite cette crise, il est urgent, de mettre en place le contre-plan de relance des socialistes.

**Jean-luc BONNEIL**  
Secrétaire de section de Samatan

### pour l'investissement : quelques idées fortes

- Faciliter le crédit des entreprises quitte à contraindre les banques sauvées par l'Etat.
- Mettre en place le crédit impôt recherche bonifié pour les PME-PMI et TPE.
- Créer des Pôles Publics d'Investissement Industriel régionaux.
- Mettre en chantier 300 000 logements sociaux.

# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS



## L'emploi public, bouc émissaire du libéralisme !

72 % des Français\* ont une bonne image des fonctionnaires. Pour eux, leur nombre devrait être augmenté dans les hôpitaux (92,5%), la recherche (72,4%) et l'enseignement (68,2%). Pourtant et malgré la crise, le gouvernement s'obstine à vouloir supprimer 50 000 emplois dans la fonction publique en 2009 dont 20 000 dans les hôpitaux et 13 500 à l'Education nationale.

La place de l'Etat dans la société et l'économie est importante. Mais elle a évolué de manière différenciée. Elle a beaucoup reculé sur le plan économique. Elle a continué à s'accroître dans le domaine social, notamment via la protection sociale.

Loin d'être une charge, la dépense publique couvre 25 % de la consommation des ménages, participe à hauteur de 10 % de la valeur ajoutée créée par l'industrie et supporte 95 % des dépenses d'éducation. Elle soutient donc la demande et les débouchés, et est un élément majeur du « circuit économique ». Elle contribue donc tout à la fois à la solidarité et à l'efficacité économique.

L'essentiel de la croissance des dépenses a été relié aux fonctions redistributives. Les chiffres sont sans appel. En trente ans, les dépenses de fonctionnement n'ont crû que de trois points et corrélativement les rémunérations des fonctionnaires ont baissé relativement par rapport au PIB. A côté, le volume des prestations sociales versées par l'Etat et la Sécurité Sociale s'est accru de douze points. Ces dernières représentent donc 80 % de l'augmentation des dépenses publiques.

Qui dit redistributif, dit bien que l'Etat ne stérilise pas les ressources correspondantes, mais les recycle immédiatement dans le circuit économique pour notamment compenser ou atténuer les conséquences sociales des décisions économiques (chômage, RMI, invalidité, préretraites...).

Il n'y a donc pas de trésor caché dans la masse salariale de ceux qui ont en charge l'intérêt collectif du pays. En revanche par la redistributivité qu'il sous-tend, l'emploi public génère du pouvoir d'achat pour la grande majorité d'entre nous.

**Bernard KSAZ**

Secrétaire Fédéral à l'Economie et au Social

\*sondage Obea-infraforces réalisé pour 20 minutes en France et France Info, paru le 3 mars 2009

### mesures essentielles pour l'emploi public

- Gel des 30 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique.
- Gel des 20 000 suppressions de postes dans les hôpitaux.
- Lancement d'un plan de modernisation de l'Hôpital Public, d'un montant de 1,4 milliards d'euros.

## La relance passe par les collectivités locales

Les collectivités locales réalisent 75% de l'investissement public, or sans l'action publique locale aucune relance n'est possible !

En transférant des charges et des compétences successives aux départements et aux régions notamment, l'Etat a réussi à se délester de l'évolution des coûts de politiques de solidarité comme l'insertion ou le handicap. En changeant les règles du jeu unilatéralement en matière de dotations ou de fiscalité, le gouvernement pénalise les collectivités locales dans leur capacité à innover dans leurs politiques publiques. Que dire de la suppression annoncée de la taxe professionnelle ? Et pourtant, les communes, leurs groupements, les départements et les régions portent des projets d'aménagements du territoire dont les chantiers sont un soutien franc et massif à l'emploi. D'une route à un collège, d'une médiathèque en milieu rural au soutien à des filières agricoles jusqu'à l'aménagement d'une zone d'activité, les collectivités locales sont des partenaires indispensables pour soutenir l'activité économique.

Au quotidien, les collectivités locales offrent des services : restauration scolaire, accès aux sports ou à la culture pour tous, transports scolaires gratuits, aide à l'insertion. Ces décisions de justice sociale sont déterminantes pour faire face à la question du pouvoir d'achat et aux conditions sociales désastreuses que nous traversons.

Les collectivités locales sont au plus près des préoccupations des citoyens. Plus que jamais, elles doivent répondre à l'actualité sociale et préparer l'avenir.

L'avance de TVA n'est qu'un effet d'aubaine. Il ne règle rien sur les besoins de financements que portent les collectivités et il n'en demeure pas moins que la dette contractée depuis 2003 ne cesse de croître.

**Michaël BOUTINES**

Secrétaire Fédéral aux Elections

### un pacte de confiance entre l'Etat et les collectivités locales

- Doublement de la Dotation Globale d'Équipement
- Remboursement des arriérés de paiement contre l'atténuation des prélèvements obligatoires et mise en œuvre de programme d'investissement dans le cadre d'une croissance verte.

# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

## ACTUALITES

### Crise sociale dans le secteur automobile : le gouvernement s'en lave les mains !

Parce qu'il considère qu'il a joué son rôle en attribuant 3 milliards € d'aide à PSA, le gouvernement ignore totalement le problème des sous-traitants du groupe au lion. Chez Magnetto Automotive par exemple, où l'on joue les briseurs de grève, les «contreparties» aux aides obtenues par PSA sont passablement bafouées avec la complaisance tacite de Matignon.

### + 8,5 % de défaillances d'entreprises dans le Gers !

Le Tribunal de Commerce d'Auch a enregistré en 2008 une hausse des jugements d'ouverture. Ces statistiques en hausse, + 10 % en France, sont considérées comme les premiers signes visibles de la crise. Un pic est attendu pour ce printemps.

### Dans l'Oise c'est 1200 emplois qui sont supprimés

L'usine Continental de Clairoux ferme officiellement ses portes après la décision du groupe allemand Schaeffler Groupe qui a récemment racheté le fabricant de pneumatiques. Les salariés se retrouvent au chômage faisant suite à une stratégie aventureuse de l'entreprise allemande aggravée par la crise.

### Molex : 300 familles restent sur le tapis !

Le groupe américain MOLEX a annoncé son intention de fermer son site de Villemur /Tarn (31). Cette usine à la pointe de la technologie a dégagé 1,2 millions d'euros de bénéfice lors de son dernier exercice. Un bel exemple de la régulation du capitalisme financier ?

### Licenciements boursiers chez Total

Le géant pétrochimique français a annoncé, presque dans le même temps, des bénéfices records (13,9 milliards d'€) et la suppression de 555 postes en France. L'Etat va-t-il lui demander le remboursement des aides publiques perçues ?

## SIX REUNIONS DEPARTEMENTALES POUR DEFENDRE LE CONTRE PLAN DE RELANCE

**Lundi 23 mars à 20 h 30**  
**RISCLE**  
salle de la Mairie

**Jeudi 26 mars à 20 h 30**  
**FLEURANCE**  
salle du Méridional

**Lundi 30 mars à 20 h 30**  
**L'ISLE JOURDAIN**  
Mairie salle Conseil Municipal

**Jeudi 2 avril à 20 h 30**  
**EAUZE**  
Mairie - salle Raphaël - n° 1

**Lundi 6 avril à 20 h 30**  
**VILLECOMTAL sur ARROS**  
salle des Fêtes

**Lundi 20 avril à 20 h 30**  
**I.U.T. d'AUCH**

## Contact

### « Le Gers Socialiste »

1 rue du 8 mai - BP 20147

32003 AUCH Cédex

Tel. : 05.62.61.97.50 - Fax. : 05.62.61.86.69

Mail : ps32@wanadoo.fr

Responsable de la Publication :

**Michaël AURORA**

Directeur de la Rédaction :

**Jérôme SAMALENS**

Mars 2009 - Numéro spécial 2052 - Imprimé  
par nos soins - Tirage à 2.000 exemplaires  
N° Commission Paritaire : en cours

